NATIONS UNIES

A

Assemblée générale

PROVISOIRE

A/44/PV.6
28 septembre 1989

FRANCAIS

SECTION DES RÉFÉRENCES
COPIE D'ARCHIVES
A RENDRE AU BUREAU E/5107

Quarante-quatrième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 6e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 26 septembre 1989, à 10 heures

Président : M. GARBA (Nigéria)

Puis : M. MADRIGAL NIETO (Vice-Président) (Costa Rica)

Allocution de M. Andrés Rodriguez, Président de la Répbulique du Paraguay

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Chevardnadze (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Dumas (France)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

89-64121/A 0410v (F)

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

La séance est ouverte à 10 h 15.

ALLOCUTION DE M. ANDRES RODRIGUEZ, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU PARAGUAY

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président de la République du Paraguay.

M. Andres Rodriguez, Président de la République du Paraguay, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République du Paraguay, M. Andres Rodriguez, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président RODRIGUEZ (interprétation de l'espagnol) : Je tiens à vous dire, au début de ma déclaration à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, combien je suis heureux de me trouver ici devant cette instance d'une importance capitale dans notre monde politique contemporain.

Je tiens à vous rendre hommage Monsieur le Président, général José Garba, représentant de la République du Nigéria, et à vous exprimer mes meilleurs voeux afin que les débats menés sous votre direction avisée et compétente soient couronnés de succès.

Je rends également un hommage très cordial au Secrétaire général, l'Ambassadeur Javier Pérez de Cuéllar, illustre personnalité de l'Amérique, dont le rôle éminent en faveur de l'unité des nations du monde suscite toute notre admiration et notre reconnaissance.

Au nom du peuple paraguayen et en mon nom, je tiens à exprimer, depuis cette tribune, notre considération et notre respect à tous les peuples qui sont ici dignement représentés, et nos voeux de succès aux dirigeants de ces pays afin que, grâce à la liberté et à la justice, la paix et la prospérité universelles tant désirées soient instaurées à l'intérieur et au sein des frontières de chaque pays.

Depuis la création de cette organisation en 1945, le Paraguay est toujours demeuré fidèle aux principes directeurs de la Charte, notamment à ceux qui garantissent la solution pacifique des différends, le progrès permanent du développement socio-économique au bénéfice de tous les pays du monde, l'égalité juridique des Etats, l'autodétermination des peuples et la non-ingérence dans les affaires internes de ces peuples.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Nous avons été très heureux de constater, au cours de l'année dernière et de cette année, la réalisation d'objectifs très prometteurs pour la paix, tels que la cessation des hostilités dans le golfe Persique, le retrait total des troupes soviétiques d'Afghanistan et l'accord intervenu entre l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba. Nous sommes convaincus, au vu de ces événements encourageants qui révèlent la capacité et la volonté de lutter pour une société internationale dans laquelle la raison triomphe de la force, que conformément à l'Article premier de la Charte de San Francisco, toutes les nations du monde pourront

"réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion".

C'est pourquoi nous nous inquiétons de la violence déclenchée par des préjugés raciaux, et de la théorie opiniâtre de discrimination dommageable et dangereuse qui sévit dans diverses régions du monde. Nous souhaitons ardemment que cessent les guerres, les guérillas ou les persécutions impitoyables qui affligent maintenant de façon permanente certaines régions du monde. Nous ne disposons plus de beaucoup de temps pour imposer le règne de la raison et pour mener à bien les efforts qui sont déployés pour éliminer de notre civilisation la haine institutionnalisée qui fait table rase de l'Article premier de la Charte auquel nous faisions allusion.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Dans ce contexte, nous souhaitons appuyer les efforts de compréhension déployés en vue de l'unification de la Corée, ainsi que tout ce qui est fait pour trouver une solution au problème toujours non résolu de la Namibie.

Malheureusement l'Amérique, si proche de nos coeurs et objet de notre attention, n'a pas pu se libérer des luttes fratricides qui sévissent sans trêve, détruisant tout et transformant en ruines et en désolation la terre et l'histoire de pays frères. Nous pensons tout particulièrement au Salvador, et estimons qu'aucun effort, qu'il soit grand ou petit, simple ou complexe, sporadique ou permanent, ne sera vain pour arrêter l'effusion de sang dans cette noble nation et dans les autres pays dans lesquels le seul bruit que l'on entende est celui des armes.

Mais il est quelque chose de plus grave que les guerres classiques entre les pays ou entre compatriotes, c'est la guerre déchaînée par les procédés modernes de la terreur.

Aujourd'hui, le fléau de la terreur peut apparaître dans toutes les régions du monde, entachant de honte la tradition et l'honneur de n'importe quelle nation. La terreur ne connaît pas de frontières et, au risque d'oublier un certain nombre d'autres pays, je voudrais exprimer avec force toute notre sympathie à l'Espagne, au Pérou et à la Colombie. Nous apprécions en effet à leur juste valeur et dans leur dimension douloureuse, les sacrifices que les gouvernements de ces pays font pour combattre, par les voies juridiques légales et dans le respect absolu des droits de l'homme, les pratiques inhumaines et abominables du terrorisme.

Nous sommes profondément émus et nous sentons entièrement solidaires de tout ce qui touche la Colombie et nous tenons à exprimer de la façon la plus chaleureuse notre admiration pour l'énergie et l'attitude décidée adoptée par son illustre président, le docteur Virgilio Barco, dans la lutte sans trêve que mène son pays, dans ces moments si durs, pour la survivance même de cette noble patrie américaine.

Je voudrais également dire que tout comme nous condamnons le terrorisme des bandes incontrôlées, nous condamnons avec la même énergie le terrorisme d'Etat : les événements de la place Tiananmen et les exécutions ordonnées par les tribunaux populaires méritent notre condamnation la plus nette et la plus définitive.

Nous sommes inconditionnellement aux côtés de la Colombie et d'autres pays pour condamner, de la façon la plus énergique et de toutes nos forces, le commerce infâme des stupéfiants, et je me fais un devoir d'affirmer devant cette assemblée que le Paraguay appuie et continuera d'appuyer en tant que question prioritaire,

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

toutes les initiatives et toutes les mesures qui seraient nécessaires pour permettre à la communauté internationale de poursuivre de façon implacable le commerce néfaste des stupéfiants.

Dans mon pays, qui n'est pas non plus à l'abri de cette menace, mon gouvernement a procédé, dès qu'il a eu connaissance de l'existence de plantations clandestines de marijuana sur le territoire paraguayen, à la destruction des zones de culture, en utilisant des avions fumigateurs fournis à cet effet, grâce à la coopération du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et s'est lancé dans une campagne énergique en vue d'éradiquer toute manifestation du trafic des stupéfiants. Mon gouvernement ne permettra pas que le sol paraguayen soit utilisé comme voie de trafic pour les drogues et les trafiquants en stupéfiants et, dans le cadre de ses limites économiques, mettra en oeuvre tous les moyens à sa disposition pour empêcher et mettre fin à cette situation.

Qu'il me soit permis de saisir aujourd'hui l'occasion qui m'est offerte pour solliciter la coopération la plus vaste et la plus positive de la part des Etats Membres de notre organisation afin d'atteindre les objectifs que nous nous sommes proposés.

Je voudrais également dire de façon insistante que nous appuyons dans un esprit d'optimisme et de sympathie la ferme attitude adoptée par le Président Bush, qui a décidé de chercher à résoudre cette question à l'échelle mondiale.

Avant de passer à l'examen d'autres questions de nature internationale qui méritent également toute notre attention, et à propos desquelles il nous faut donner notre avis, je tiens à me référer, bien entendu, à mon pays, le Paraguay, parce que les événements de notoriété publique qui ont changé sa vie politique, depuis le 3 février 1989, sont en relation directe avec certains des principes fondamentaux que défend l'Organisation des Nations Unies et sur lesquels repose, de façon décisive, le succès de ses objectifs principaux et de son destin même.

C'est un axiome bien connu que l'histoire des peuples ne s'écrit pas, bien souvent, conformément aux postulats les plus exigeants des théories de science politique, parce qu'il existe des situations imposées par des événements, disons contraires, souvent difficiles à surmonter.

Au Paraguay, nous sommes pleinement conscients de la nécessité d'un changement substantiel de notre politique intérieure.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

S'il est vrai qu'au cours des dernières décennies, la conjoncture économique a facilité le changement de l'infrastructure de mon pays, particulièrement avec la réalisation de travaux publics importants, il est non moins certain que l'exercice prolongé d'un pouvoir unique aux mains d'une seule personne et l'hégémonie d'intérêts créés par ce pouvoir même, ont sensiblement et progressivement porté préjudice à l'aspect des institutions politiques du Paraguay, détériorant ainsi gravement l'image de mon pays.

Actuellement, la stratégie qui a eu pour résultat l'élimination de la dictature a dû être conçue et prévue très minutieusement pour atteindre, au moindre coût social, l'objectif proposé.

C'est ainsi que les 2 et 3 février derniers, un mouvement militaire des forces armées du pays placées sous mon commandement direct, a éliminé le régime d'oppression totalitaire et a dissous le parlement qui était associé au pouvoir jusqu'à ce moment-là.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Immédiatement après, et sans aucune mesure d'exception imposée à l'ordre politique et juridique en vigueur, on a commencé, avec l'appui unanime de tous les courants politiques et des forces armées du pays, à élaborer dans les meilleurs délais et dans la mesure du possible le processus de la démocratie qui règne actuellement dans la République du Paraguay.

Le premier résultat, qui est le plus important, a été obtenu au cours des premiers jours de mon gouvernement lorsque nous avons accueilli, sans aucune restriction, tous les compatriotes qui souhaitaient rentrer au pays, dont beaucoup avaient dû s'exiler pour des raisons politiques. On a éliminé toutes les restrictions qui pesaient sur la presse et la radio depuis ce même jour du 3 février, et on a rétabli le droit constitutionnel d'informer l'opinion publique paraguayenne.

Après les événements du 3 février, conformément à la constitution en vigueur, on a demandé des élections générales pour choisir le Président de la République et les membres du Congrès national. On a également modifié partiellement la loi électorale pour que tous les partis politiques puissent prendre part à cette démocratie juste.

Sur convocation de mon gouvernement, 12 partis politiques ont répondu positivement, certains ont été constitués pendant la nouvelle ère politique, et huit d'entre eux ont présenté des candidats à la présidence de la République et aux chambres des sénateurs et des députés.

Les élections générales ont eu lieu le lundi 1er mai dernier, après une campagne électorale intense pendant laquelle tous les candidats ont disposé de toutes les garanties possibles pour recruter sans aucune restriction leurs partisans, et ont ouvert dans l'horizon paraguayen une nouvelle ère démocratique qui a permis à tous mes concitoyens d'entreprendre conjointement la construction du Paraguay moderne.

Au début de leur mandat constitutionnel, le pouvoir exécutif et le Congrès national ont abrogé les lois jugées répressives et restrictives qui portaient atteinte aux libertés politiques des citoyens. Dans ce contexte, la première loi promulguée par mon gouvernement a été la loi de ratification du Pacte de San José de Costa Rica sur les droits de l'homme, que mon pays avait signé il y a 20 ans.

Dans le même contexte de respect des engagements internationaux, si étroitement liés au rétablissement de l'image de la réalité paraguayenne, on vient de soumettre au Parlement la Convention contre la torture et autres châtiments ou

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention interaméricaine sur la prévention et la répression de la torture, signée le 9 décembre 1985 à Cartagène, Colombie, ainsi que la Convention sur les droits politiques de la femme.

Pour consolider la démocratie, le Gouvernement national prévoit l'organisation d'élections directes pour la nomination des autorités municipales locales et, dans le cadre de ses objectifs prioritaires, la réforme par l'Assemblée nationale constituante de la constitution nationale actuelle afin que le peuple paraguayen, lors d'un débat serein et rationnel, adopte une nouvelle constitution pour garantir le régime démocratique et républicain et pour éliminer définitivement toute tendance totalitaire.

Parmi ses priorités, le Gouvernement paraguayen actuel a l'intention de procéder à l'intégration effective et réelle avec les pays voisins qui constituent ce qu'on appelle le bassin Plata, et qui, sur une échelle plus large, comprendrait non seulement la région Sud mais l'ensemble du continent sud-américain. A cet égard, j'ai eu l'honneur d'avoir plusieurs entretiens avec mes éminents collègues, les Présidents de l'Argentine, du Brésil, de la Bolivie, du Pérou et de l'Uruguay, et je nourris l'espoir d'établir des liens fraternels avec d'autres dirigeants éminents de l'Amérique pour pouvoir évaluer les dimensions de la véritable transformation politique du Paraguay qui avance de manière décidée et honnête vers la démocratie.

Dans le cadre de cette politique dynamique destinée à compléter les traités signés par les pays qui constituent le bassin Plata, et par l'Association latino-américaine d'intégration, des résultats encourageants ont été obtenus, même s'il reste beaucoup de chemin à parcourir. Nous procédons à l'amélioration des termes de notre commerce réciproque et à la complémentarité de nos industries. Nous cherchons à favoriser une meilleure compréhension de nos intérêts mutuels et, surtout, à encourager la communication entre nos territoires.

Les ouvrages hydroélectriques binationaux d'Itaipú, qui ont été construits conjointement avec le Brésil et qui fonctionnent déjà, et celui de Yacyreta, dont la construction conjointe avec l'Argentine est en cours, sont le témoignage éclatant de cet esprit intégrationniste. En outre, la semaine dernière, les dirigeants des pays du bassin Plata ont décidé de réaliser la voie maritime internationale formée par les fleuves Paraguay, Parana et le Rio de la Plata, qui seront les abondantes sources hydroélectriques devant faciliter le transport vers l'océan Atlantique de la production en provenance des vastes régions riveraines.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Ce projet des plus importants est actuellement à l'étape préliminaire de l'analyse technique et a reçu, en principe, la promesse de l'assistance financière de la Banque interaméricaine de développement.

Cette voie maritime sera sans aucun doute un instrument décisif d'utilité exceptionnelle pour les pays qui en bénéficieront.

La Bolivie et le Paraguay verront leurs communications maritimes renforcées de façon considérable grâce à cette entreprise. Malgré cela, on ne peut ignorer que le Paraguay et la Bolivie sont des pays sans littoral. Ce sont les deux seuls pays sur le continent américain qui se trouvent dans une situation défavorisée. Non seulement la communauté des Etats américains mais également le reste du monde doivent tenir compte de cette situation.

A cet égard, je tiens à rappeler que le droit de la mer est une conquête juridique qui met en exergue les efforts novateurs et la volonté des peuples qui peuvent hautement bénéficier de diverses façons de leurs côtes.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Cependant, une véritable solidarité internationale entre tous les pays n'aura de sens que si les pays dits enclavés, dont le nombre ne dépasse pas la vingtaine, peuvent partager pleinement avec d'autres leur droit d'accéder à la mer qui a été déclarée, à juste titre, "patrimoine commun de l'humanité".

L'économie des pays enclavés, bien que facilitée par les accords de transport en vigueur, a besoin pour survivre d'avoir accès aux vastes ressources marines, qui ne sont pas la propriété exclusive des riverains, mais celle du continent baigné par les eaux des océans.

C'est pourquoi mon pays, qui se heurte au problème de l'enclavement, estime qu'il sera peut-être nécessaire de parvenir à un accord dans le but de lancer une action internationale concertée avec les autres pays enclavés d'Europe, d'Asie et d'Afrique qui doivent pouvoir, comme le Paraguay, non seulement accéder aisément à la mer, mais aussi profiter des richesses dont la Providence l'a pourvue.

Je voudrais maintenant parler de la dette extérieure de nos pays.

Le fardeau de la dette extérieure continue de menacer le redressement économique de vastes régions, dont les masses populaires ne parviennent pas à dépasser le seuil de la survie.

Bien qu'ils aient fait des efforts considérables d'ajustement interne, dont le coût social a toujours été très élevé, les pays en développement ont vu diminuer spectaculairement leurs revenus tandis que la misère et le désespoir ne cessaient de s'étendre, sous le regard souvent indifférent de la communauté financière internationale.

Il nous semble bon de signaler, devant cette haute instance, les risques énormes qui menacent les démocraties naissantes de notre hémisphère si les problèmes socio-économiques de la grande majorité de nos populations ne sont pas résolus; il s'agit d'un objectif à la réalisation duquel les pays les plus développés de la planète doivent solidairement coopérer. Tout recul démocratique dû à l'incompréhension ou au manque d'intérêt de ceux qui ont atteint un niveau de croissance économique élevé et qui doivent, par là même, s'efforcer d'établir un ordre économique international plus juste, serait tragique et aurait des conséquences imprévisibles.

L'Amérique latine est passée par l'étape difficile de la décennie des années 80 et se trouve aujourd'hui face à un grave déclin des courants d'investissement de capitaux externes, qui entrave l'élan économique naissant de la

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

région et impose aux pays endettés une lourde charge supplémentaire du fait qu'ils doivent financer leurs investissements aux fins de stabilisation et de croissance éventuelle grâce à leurs maigres économies internes.

Il s'est écoulé suffisamment de temps depuis que les pays endettés ont procédé aux premiers ajustements structurels pour que nous puissions affirmer que les sacrifices internes ne suffiront pas, à eux seuls, à apporter une solution définitive à la crise qui touche ainsi un grand nombre de pays.

Bien qu'il ne se trouve pas dans une situation extrême, le Paraguay doit également faire face à des problèmes de cet ordre. C'est ainsi que, récemment, nous avons renégocié une part importante de notre dette extérieure avec un autre pays latino-américain également débiteur, la République fédérative du Brésil. L'ajustement de cette dette peut être considéré comme un exemple qui prouve que des solutions sont toujours possibles lorsque la volonté politique de coopérer existe.

Des signes encourageants d'une reprise du dialogue par tous pour trouver des solutions aux problèmes de la dette extérieure sont maintenant perceptibles. Nous prions instamment la communauté financière internationale et les gouvernements des pays industrialisés de s'efforcer conjointement de faciliter le renforcement décisif des structures de production et des structures financières des économies en développement.

Cet effort commun profitera non seulement aux débiteurs mais aussi aux créanciers qui souhaitent sans doute que la prospérité, et non pas la misère, règne dans le monde. Si la majorité vit dans la misère, personne ne pourra profiter légitimement de la prospérité.

Nous sommes un pays qui vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage, mais le renforcement de notre économie dépend encore de l'appui et de l'élan qui lui seront apportés par les capitaux de ceux que notre pays attire et à qui nous offrons la fertilité de notre sol, la clémence de notre climat et la force de travail du Paraguayen.

Notre pays ouvre ses portes aux investissements productifs des sociétés étrangères, qui sont assurées, d'une part, de recevoir l'appui d'un gouvernement attaché au respect de règles clairement établies en matière d'économie sociale de marché et de protection de la propriété privée et, d'autre part, de tirer légitimement des bénéfices de leurs investissements. Ces investissements seront assortis des garanties les plus sérieuses et s'effectueront dans un climat d'honnêteté absolue et de conformité administrative.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

C'est un appel que j'ose lancer du haut de cette tribune devant des témoins aussi qualifiés, car je crois en l'intelligence et en la bonté naturelle du Paraguayen qui souhaite ardemment améliorer son niveau de vie.

Si nous faisons preuve de fermeté et de sens pratique, si nous nous unissons, nous pourrons nous efforcer ensemble - débiteurs, créanciers, organismes financiers multilatéraux et pays prospères - de trouver des solutions socialement acceptables et politiquement viables afin d'empêcher que le processus démocratique dans lequel de nombreux pays se sont engagés avec espoir ne soit compromis.

L'économie de production, surtout celle qui est fondée sur l'agriculture et l'élevage, comme c'est le cas dans mon pays, court le grave risque d'être sérieusement compromise par l'état de l'environnement, et je voudrais à ce propos exprimer la préoccupation de mon gouvernement quant à la préservation de la nature, qui s'est montrée particulièrement prodigue en territoire paraguayen.

Nous lançons un appel à la coopération internationale pour que, grâce à ses moyens et à son expérience, les vallées fertiles, les forêts luxuriantes et les fleuves au débit abondant du Paraguay puissent être préservés, de sorte que les millions d'habitants qui, à l'avenir, partageront le sol de l'une des plus belles régions de l'Amérique puissent jouir d'un environnement propice à une vie saine et sans pollution. Le Paraguay est maintenant parvenu à l'étape où il lui est possible de faire coexister harmonieusement le progrès industriel et les bienfaits incomparables d'un environnement sain et d'une terre chaque jour plus généreuse.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

Le Paraguay est définitivement sur la voie d'une démocratie politique et est prêt à diminuer la marginalisation sociale et culturelle dans laquelle se trouve une population jeune dans sa grande majorité.

Soixante-neuf pour cent des habitants de mon pays ont moins de 30 ans. Nous connaissons un taux d'analphabétisme élevé; nous manquons des moyens suffisants pour assurer une éducation supérieure adéquate; nous sommes très en retard dans le domaine de la santé et nous devons faire face à un taux de chômage croissant.

C'est avec beaucoup d'espoir que nous voyons l'intérêt manifesté par l'Unesco et l'Organisation mondiale de la santé pour coopérer avec nous pour que nous puissions surmonter les insuffisances existant dans le domaine social, et nous espérons que cette aide augmentera au cours des prochaines années pour que mon pays puisse, avant l'arrivée du nouveau siècle, sortir de la situation inquiétante héritée du système politique renversé le 3 février dernier.

Mon gouvernement voudrait de même exprimer le souci que lui cause la diminution constante des ressources du Programme des Nations Unies pour le développement destinées à la région latino-américaine. Il y aura bientôt des consultations sur le financement et la distribution de l'aide prévue dans le cinquième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le développement 1992-1996, et nous aimerions faire connaître notre position. Nous voulons que notre région continue de participer au Programme, tout au moins au même niveau que par le passé, de sorte que l'on puisse mettre fin à un processus d'érosion constante de l'assistance technique tant nécessaire au développement, en particulier dans les pays les plus économiquement faibles.

Je voudrais également exprimer, au nom de mon gouvernement, toute la satisfaction que nous éprouvons devant la souplesse et la rapidité avec lesquelles le Programme des Nations Unies pour le développement a répondu aux demandes prioritaires du Paraguay, s'agissant notamment de la réforme agraire et de la création d'emplois dans les petites entreprises.

Nous sommes convaincus que, grâce à la coopération internationale, nous pourrons progresser sur la voie de la démocratie sociale et économique, complément inéluctable de la transformation politique positive que connaît le Paraguay avec la plus grande garantie possible des libertés que le Gouvernement et le peuple paraguayens se proposent de consolider.

Une organisation comme la nôtre, qui se propose essentiellement de créer les conditions d'une paix permanente, a logiquement à son ordre du jour, chaque année, la question du désarmement.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Le Président Rodriguez

S'il ne fait aucun doute que cette question relève essentiellement des grandes puissances, il n'en est pas moins vrai que tous nos pays, si modestes que soient leurs ressources, doivent également limiter leurs armements à ce qui est absolument indispensable.

Nous jouons sur les termes de référence, mais le facteur qui, en fin de compte, décidera de la limitation des armements, repose sur la conviction ou sur la terreur. La terreur de l'holocauste nucléaire a amené les superpuissances à adopter la voie de la raison. Ceux qui n'ont pas le pouvoir de détruire la planète doivent être animés par la conviction d'une fraternité effective entre les hommes.

Plus récemment les paroles éclairées prononcées par Jean-Paul II, à l'occasion du 50e anniversaire du déclenchement de la dernière guerre mondiale, ont résumé tout le problème du désarmement. Il a dit que "la guerre est en soi irrationnelle et [que] le principe de la solution pacifique des différends est la seule voie digne de l'homme".

Le risque est inséparable de la vie humaine, mais il peut être contrôlé de manière intelligente et prudente. C'est à mon avis le grand défi lancé à cette organisation toujours plus importante des Nations Unies, cette organisation à laquelle nous continuerons d'apporter notre appui loyal et décisif dans notre quête d'une solidarité indestructible entre tous les êtres humains.

Je retournerai dans mon pays avec le souvenir de cet instant mémorable où j'ai eu le grand honneur de me présenter devant cette assemblée pour exposer en quelques mots les points de vue de mon gouvernement sur certains des problèmes de notre époque, et pour laisser, dans cette instance, l'espoir de l'ensemble du peuple paraguayen, qui souhaite voir dans chaque lever de soleil, avec la lumière de sa terre tropicale, la promesse d'un monde plus fraternel et plus heureux.

Que ces heures ne soient pas perdues lors du long voyage vers la paix, la justice, la liberté et la fraternité entre tous les hommes du monde.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Paraguay de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

Le général Andrés Rodriguez, Président de la République du Paraguay, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. CHEVARDNADZE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La tâche qui m'incombe en tant que chef de la délégation de l'Union soviétique à l'Assemblée générale a été considérablement facilitée par les deux déclarations fondamentales faites par Mikhail S. Gorbatchev concernant la place et le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'édification de nouvelles relations internationales à cette étape cruciale du développement mondial, au moment où il passe de la guerre froide à une période de paix dans son développement et met en place un nouvel ordre politique fondé sur une approche globale concernant la sécurité.

Le rapport de M. Pérez de Cuéllar qui analyse en détail les activités de notre organisation l'an dernier nous a frappé car il témoigne éloquemment de la mission toujours plus vaste des Nations Unies dans l'édification de la paix globale. Prenant la parole à l'Assemblée, son nouveau président, le représentant du Nigéria, M. Garba, y a également fait allusion.

Les chefs de nombreuses délégations ont présenté des idées novatrices et d'une vaste portée à cette session. Nous avons écouté hier avec beaucoup d'attention l'allocution du Président George Bush, des Etats-Unis, qui, à notre avis, a énoncé un certain nombre d'idées fort importantes et intéressantes.

Comme toujours au cours de ces journées de session ordinaire de l'Assemblée générale, les représentants de la communauté internationale réunis ici ont brossé le tableau de l'année passée dans la vie de l'humanité. L'idée maîtresse en est la paix et la sécurité. La composition idéale en est l'harmonie des valeurs humaines universelles et des intérêts nationaux.

En apportant sa propre contribution nationale à cette grande fresque, chacun d'entre nous, j'en suis certain, aspire à ce qu'elle devienne une partie intégrante et inséparable du tableau. Malheureusement, la composition générale est toujours interrompue par endroits par des fêlures qui en rompent la continuité. Ces 12 derniers mois, nous avons vu un tableau de l'état du monde quelque peu contradictoire.

Bien entendu, le concept central reste le même et son thème, produit de la réflexion et des souffrances de l'humanité, comme nous l'a rappelé avec pertinence le cinquantième anniversaire du début de la seconde guerre mondiale, n'a pas changé. C'est le voyage de notre arche commune vers de nouveaux rivages et notre désir partagé d'en diriger le cours afin d'éviter qu'une tempête ne la détruise.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Néanmoins, certains faits nouveaux se sont produits qui sont une source de préoccupation. Ce n'est pas simplement que ce vaisseau ne soit pas encore sorti des passages dangereux : il s'achemine vers de nouveaux dangers qui risquent de lui porter un coup fatal.

Le XXe siècle a libéré l'énergie considérable des nations et des peuples, qui est devenue un élément essentiel du développement de la civilisation universelle. Elle est capable de faire des miracles et en a accompli en extirpant des communautés nationales entières de leur retard et de leur pauvreté en un laps de temps étonnamment court à l'échelle de l'histoire. Elle ajoute à la mosaïque du monde des éléments de progrès et de prospérité sans cesse plus attrayants et mieux définis. Cependant, lorsqu'elle s'inspire d'un égotisme exagéré et d'intérêts égoïstes, cette même énergie nationale aboutit souvent à l'agression et à l'expansion, à assurer son propre bien-être au détriment des autres.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Cela pose le problème de la légitime défense des nations, le problème de leur survie physique, et de la préservation de leurs identités culturelle et historique. L'action provoque la réaction qui prend quelquefois des formes très différentes. Les tendances centrifuges prévalent par rapport aux centripètes, rompant ainsi l'équilibre des relations du monde qui est si difficile à édifier. Elles détournent notre attention des questions internationales traditionnelles qui s'axe sur les conflits nationaux et interethniques. Il est devenu tout à fait clair que les luttes internes dans certains pays vont au-delà du processus de déstabilisation et s'étendent à de vastes régions et que les troubles régionaux s'étendent au monde entier. Le Liban en est un exemple. Il est souvent plus facile de trouver une solution aux questions extérieures dans un règlement que de s'attaquer aux conditions internes, comme on le voit clairement en Afghanistan et au Cambodge.

Aujourd'hui la notion de "au sein du pays" est souvent liée à celle de "extérieur au pays". La difficulté, cependant, vient de ce que ceux qui font partie du monde et aspirent à une vie meilleure ne voient pas au-delà des chaînes de montagnes, des jungles et des dunes et d'autres caractéristiques de la géographie nationale, les menaces à leur propre existence, qui pourraient en fait déterminer leur propre isolement. De même, ceux qui veulent prospérer au détriment des autres ne voient pas que leur propre existence est également menacée.

Cela nous amène à poser la question de la responsabilité d'une partie vis-à-vis du tout et des nations vis-à-vis de toute l'humanité. Cela met à notre ordre du jour le problème de l'harmonisation des intérêts universels et nationaux.

Certaines précisions et explications sont de mise maintenant.

La suprématie des valeurs humaines et le respect des règles universelles de la communauté internationale sont des impératifs de notre époque. Les nécessités objectives de l'ère dans laquelle nous vivons, ses tendances, caractéristiques et circonstances ne laissent à l'humanité d'autres choix que de rejeter la polarisation traditionnelle. C'est cet axiome qui sous-tend et le concept et la pratique de la politique de la nouvelle pensée. Bien sûr, il ne peut résoudre les contradictions existantes du jour au lendemain, mais, dans un premier temps il peut les alléger.

Quant à la primauté des valeurs humaines universelles, nous impliquons aussi que les nations doivent être prêtes à l'accepter. Lorsque cette maturité n'a pas

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

encore été atteinte, lorsque les idées nationales s'opposent à l'intérêt commun, les conflits nationaux s'ajoutent et conduisent à un processus destructeur global.

Je voudrais souligner ceci : la liberté de choix continue d'être le couronnement des valeurs suprêmes d'une nation. Chaque nation est libre de choisir le moyen de son propre développement, mais doit le faire de façon responsable. Elle ne doit pas s'isoler dans les salles sombres de l'égoïsme national et faire fi de l'intérêt des autres peuples et de toute la communauté des nations. La liberté ne signifie pas irresponsabilité vis-à-vis des autres, car, en fin de compte, ce serait de l'irresponsabilité vis-à-vis de soi-même.

Il est temps maintenant de se rendre compte que tous les moyens ne sont pas bons pour atteindre les objectifs les plus nobles.

La communauté internationale est devenue consciente des dangers du trafic de stupéfiants, du terrorisme. Elle les condamne et les déclare hors la loi. Nous sommes déterminés à agir contre tout type de violence quels que soient les motifs ou les excuses que l'on invoque pour justifier cette violence. La violence par un Etat contre son propre peuple doit être exclue. La violence sur des bases nationales, ethniques ou religieuses ne peut plus être tolérée.

Nous répétons que nous prônons la liberté de choix. Cependant, cela ne doit pas être interprété comme un prétexte à utiliser n'importe quel moyen pour commettre des actes de violence ou faire couler le sang. La liberté ne doit pas être recherchée au détriment des autres. Aucun appui ou sympathie ne devrait aller aux mouvements qui permettent des actes humiliants vis-à-vis d'autres nations ou recourent à des méthodes terroristes, barbares ou inhumaines pour livrer leur bataille.

Il est déplorable que, 50 ans après la deuxième guerre mondiale, certains hommes politiques commencent à en oublier les leçons. Souvenons-nous que les divergences politiques ou idéologiques n'ont pas empêché les gouvernements et les nations de joindre leurs forces pour défendre les valeurs humaines universelles face au nazisme et au fascisme. La ligne de démarcation dans cette bataille avait été tracée, non par l'idéologie, mais par les règles et les attitudes face à la morale. L'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et d'autres pays et peuples se sont retrouvés dans le même camp et ont lutté ensemble pour sauver la civilisation.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Le fascisme, qui a déclenché la guerre, est la forme la plus extrême et la plus odieuse de nationalisme et de chauvinisme. Le nazisme allemand s'est mis en marche sous la bannière de la vengeance. Maintenant que les forces du revanchisme redeviennent actives et cherchent à revoir et détruire les réalités de l'après-guerre en Europe, il est de notre devoir de lancer une mise en garde à ceux qui, à dessein ou non, encouragent ces forces. Le mouvement revanchard est dangereux pour la marche de la paix dont parlait hier le Président Bush - il lui est même hostile.

Tout en manifestant le respect pour les mouvements nationaux, je voudrais signaler un concept moderne de la nation. Il définit la nation comme une personnalité collective, dotée de certains droits semblables, voire identiques quelquefois aux droits de l'individu. Mais il n'y a pas de droits sans responsabilités, ni pour les personnes, ni pour les Etats, ni pour les nations.

La mission des Nations Unies est de sensibiliser l'opinion publique à l'idée d'interdépendance des aspirations nationales et du bien commun de l'humanité, et d'encourager les nations à se comporter de façon responsable.

Cette attitude fondamentale de l'Union soviétique se reflète clairement dans ses contacts bilatéraux. Les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis en sont un bon exemple. Je vais me permettre d'évoquer le dialogue soviéto-américain, parce que je suis convaincu que son importance dépasse les frontières des deux Etats. De l'avis de la direction soviétique ce n'est pas là une sorte de privilège mais une responsabilité bien comprise vis-à-vis de la communauté internationale. Et mon rapport des résultats de nos pourparlers avec le Président Bush et le Secrétaire d'Etat Baker est en fait le rapport que je vous fais.

Ces pourparlers ont souligné la prise de conscience croissante par les deux parties de la nécessité de coopérer au bénéfice de l'humanité et de la confiance croissante qu'une telle coopération est possible.

L'accord pour organiser une réunion avec les chefs d'Etat de l'Union soviétique et des Etats-Unis indique que nous sommes allés très loin pour trouver une solution à certain nombre de problèmes majeurs bilatéraux et internationaux. Des efforts extraordinaires au plus haut niveau seront indispensables pour atteindre l'objectif visant à conclure des traités.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Je voudrais parler avant tout des préparatifs d'un accord pour une réduction de 50 % des armes stratégiques offensives. Nous avons proposé à la partie américaine des choix pour résoudre des problèmes clefs de l'accord : le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, les missiles de croisière lancés à partir de la mer, à longue portée et spatiaux. Nos partenaires ont reconnu notre position sur les missiles mobiles intercontinentaux. Les positions sur les problèmes encore en suspens se sont rapprochées.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

A notre avis, d'ici le sommet qui se tiendra au printemps ou au début de l'été prochain, nous aurons probablement entamé le dernier tronçon de la voie menant à un traité sur la réduction des armes stratégiques offensives. Les protocoles aux traités de 1974 et 1976 sur les explosions nucléaires pourraient également être signés au sommet afin qu'ils puissent entrer en vigueur très rapidement.

Nous sommes confiants que le sommet donnera un élan puissant aux pourparlers visant à réduire de manière significative les forces armées et les armements classiques en Europe.

Nous nous félicitons des propositions concernant les armes chimiques, présentées hier par le Président Bush. Elles concordent dans leur ensemble avec les initiatives bien connues de la direction soviétique et prouvent que nous partageons le même désir de débarrasser l'humanité de ces armes barbares.

L'Union soviétique est prête avec les Etats-Unis à aller plus loin et à assumer des obligations mutuelles, avant l'adoption d'une convention multilatérale prévoyant : de cesser la production des armes chimiques, comme nous avons commencé à le faire - là, je me réfère aussi aux armes binaires; de réduire considérablement ou de détruire complètement, sur une base bilatérale, les armes chimiques de l'Union soviétique ou des Etats-Unis, considérant qu'il s'agit là d'un pas vers la destruction globale des armes chimiques; de renoncer à l'usage des armes chimiques quelles que soient les circonstances; d'instituer une vérification rigoureuse de la cessation de la production des agents de guerre chimique.

Je crois qu'il est inutile de dire combien tout cela serait utile pour le bien-être général de notre planète.

En plus des problèmes de sécurité, l'ordre du jour soviéto-américain comprend les points suivants : la coopération humanitaire, les problèmes régionaux et les efforts conjoints en matière d'environnement et de développement économique. Il reflète un processus qui rassemble des préoccupations d'ordre national et universel.

Nous sommes plus que jamais conscients que les relations soviéto-américaines ne peuvent aujourd'hui être édifiées hors d'un contexte global, sans prendre en considération les problèmes communs à l'humanité tout entière.

Les discussions de Washington et du Wyoming ont fait progresser les efforts visant à combler l'écart entre les attitudes de chacun et le bien commun. Il reste cependant beaucoup à faire pour dissiper les disparités des objectifs politiques, qui représentent un danger pour tous.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Examinons par exemple les armes nucléaires. Pourquoi sont-elles si dangereuses? Pas seulement du fait de leur seul pouvoir de destruction. Elles sont inacceptables parce qu'elles accroissent l'écart entre intérêts nationaux et universels. L'égalité des nations et l'unité du monde deviennent lettre morte lorsque l'égoïsme national est guidé par l'idée de suprématie nucléaire sur le monde, sous le couvert de l'intérêt de la sécurité nationale.

Je crois que la communauté internationale n'a aucune raison de se réjouir ou d'être euphorique : la menace nucléaire n'a été que réduite par le traité soviéto-américain qui élimine les missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée.

Nous pensons que s'appuyer sur l'armement nucléaire ne sert les intérêts nationaux de personne. C'est un obstacle sur la voie de la démocratisation des relations internationales. Seule l'élimination complète des possibilités nucléaires permettrait une sécurité véritable.

Les avocats de la dissuasion nucléaire ne croient pas que cela sera possible dans un avenir proche. Ils mettent en avant les concepts de ce qu'ils nomment la dissuasion nucléaire minimale. Nous estimons qu'il s'agit là d'un pas en avant, bien que limité, un pas que nous pouvons franchir. Mais nous devons d'abord définir ce que nous entendons par dissuasion nucléaire minimale et préciser quelles sont les possibilités que l'on peut estimer suffisantes.

L'Union soviétique propose que ces questions soient discutées à la réunion des représentants des puissances nucléaires et des Etats ayant des armes nucléaires stationnées sur leur territoire.

Bien sûr, la persistance du concept de dissuasion nucléaire est la conséquence non seulement de l'importance exagérée accordée aux droits et intérêts nationaux au détriment des obligations, mais également du manque de confiance. Il ne faut pas sous-estimer ce problème.

Comment sortir de ce cercle vicieux? En réaffirmant la glasnost et l'ouverture et en édifiant une large infrastructure de vérification. Et si nous n'avons pas besoin de nous dissuader les uns les autres, que la dissuasion soit alors vérifiable et transparente.

A cette fin l'Union soviétique propose que toutes les puissances nucléaires concluent des accords multilatéraux visant à adopter des mesures permettant de réduire le risque de guerre nucléaire. Des discussions détaillées pour mettre au

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

point un tel accord devraient prendre place dans le cadre des consultations entre membres permanents du Conseil de sécurité.

C'est dans ce contexte que nous posons à nouveau la question de l'arrêt et de l'interdiction des essais nucléaires. Pourquoi ne sommes-nous toujours pas en mesure d'y mettre fin, malgré la volonté exprimée par une majorité considérable de nations? Parce que certains souhaitent conserver leur supériorité dans ce domaine quel qu'en soit le coût.

Guidée par ses obligations face à la communauté mondiale, l'Union soviétique a révisé ses programmes d'essais nucléaires, réduisant le nombre et la puissance des explosions.

Je voudrais cependant répéter que les efforts d'un Etat ne sont pas suffisants pour apporter une solution globale à ce problème. Nous voyons ici un certain nombre de possibilités. Tout d'abord, l'Union soviétique est prête à remettre en vigueur, n'importe quel jour et à n'importe quel moment, le moratoire sur les explosions nucléaires si les Etats-Unis font de même. Deuxièmement, il est temps de mettre définitivement fin à l'impasse procédurale de la Conférence du désarmement et d'entamer des discussions concrètes sur le problème d'une interdiction totale des essais. Troisièmement, on pourrait s'acheminer vers une interdiction en étendant le Traité de 1963 afin qu'il couvre également les explosions nucléaires souterraines.

Il est également urgent de cesser de manière vérifiable la production de matières fissiles à des fins militaires. Nous avons déclaré que cette année nous cesserions la production d'uranium enrichi. En 1987 nous avons fermé un réacteur produisant du plutonium pour l'armement, et nous prévoyons de fermer en 1989 et 1990 davantage de réacteurs de ce type. D'ici à l'an 2000, tous les réacteurs seront arrêtés.

En outre, l'Union soviétique propose que toutes les puissances nucléaires, et surtout les Etats-Unis, se préparent à conclure un accord sur la cessation de la production et sur l'interdiction de tels matériaux. Nous pensons qu'en matière de vérification, la riche expérience de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pourrait être utile et constituer une garantie. Dans le cadre d'une étude de faisabilité d'une vérification à grande échelle, nous sommes prêts aujourd'hui, de notre côté, à soumettre au contrôle de l'agence atomique l'un des réacteurs produisant du plutonium et que nous sommes en train de fermer.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

La façon dont la deuxième guerre mondiale a commencé devrait indiquer clairement que les armes ne sont pas une garantie de sécurité. Plus nombreuses sont les armes, plus grand est le danger d'agression. Pourtant, pendant les 45 ans qui ont suivi la guerre, on a recherché la sécurité dans la course aux armements. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on comprend mieux la nécessité d'adopter une conception fondamentalement différente de la sécurité en Europe, soit une sécurité qui se fonde sur des moyens politiques et est garantie par un minimum d'armement.

Les Accords de Vienne ont créé une atmosphère nouvelle en Europe, ouvrant de nouvelles perspectives de coopération humanitaire et d'échanges d'idées et d'information entre les peuples. Grâce à cet accord, l'idée de l'Europe pourra être à la base de la confiance et de l'ouverture. Mais il faut préparer le terrain pour débarrasser le continent du nombre excessif d'armes. Le travail a commencé.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Quand les négociations n'ont pas lieu seulement dans les couloirs et que chacune des parties aux négociations est prête à comprendre les intérêts de l'autre, des progrès sont inévitablement réalisés. Les pourparlers de Vienne entre les pays du Traité de Varsovie et ceux du Traité de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) sur la réduction des forces armées et les armements conventionnels en Europe sont un exemple à cet égard.

En réponse à l'initiative de notre alliance, les pays de l'OTAN ont fait des propositions constructives pour tenir compte des positions des pays du Traité de Varsovie.

Lors de pourparlers parallèles entre pays participant à la CSCE afin de mettre au point une nouvelle génération, qualitativement parlant, de mesures de confiance et de sécurité, les pays membres du Traité de Varsovie ont proposé une démarche à long terme appelant un ensemble global de mesures de confiance et de sécurité pour les étendre aux activités des forces aériennes et des forces navales.

Pour revenir aux obligations des pays vis-à-vis de la communauté, je crois de mon devoir de souligner qu'en hésitant à s'engager dans des pourparlers actifs visant la réduction des forces navales, on fait preuve de négligence à l'égard desdites obligations. Ecarter les forces navales du processus de réduction des forces armées et des armements serait préjudiciable à la sécurité universelle.

Le problème des forces navales pourrait être examiné, par exemple, durant des consultations spéciales auxquelles participeraient tous les Etats concernés, à commencer par les principales puissances navales. Elles pourraient discuter de préoccupations mutuelles dans ce domaine et procéder à un échange de vues sur le mécanisme et les objectifs ultimes pour l'avenir des négociations ainsi que sur la façon de procéder pas à pas.

La dialectique du développement sur le continent européen appelle de façon pressante à nouer le dialogue sur les armes nucléaires tactiques. La situation ne me semble pas être dans l'impasse. Des solutions mutuellement acceptables peuvent être recherchées dans le cadre d'une discussion de fond de tous les problèmes entre l'URSS, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et les Etats où des armes de ce type sont installées.

Si les pays de l'OTAN acceptent d'entamer des pourparlers sur les armes nucléaires tactiques, l'URSS réagira en réduisant davantage et unilatéralement les missiles nucléaires tactiques en Europe.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Le problème de la prolifération des missiles est également prêt à être discuté au niveau multilatéral. Le nombre de pays disposant de telles armes est d'environ 20, et il aura tendance à s'accroître encore.

La démarche pour régler cette question pourrait être à deux volets. L'on pourrait prévoir des barrières qui, d'une part, empêcheraient la prolifération des missiles de combat et de la technologie correspondante à travers la planète et qui, d'autre part, ne porteraient pas préjudice aux intérêts légitimes des pays souhaitant avoir un accès pacifique à l'espace.

Il n'est pas un pays au monde qui puisse actuellement renoncer à toutes les armes. Mais nous pouvons abandonner une fois pour toutes, et dès maintenant, la pratique des transferts internationaux incontrôlés d'armes.

A cette fin, les principes de glasnost, d'ouverture, devraient également être évoqués. L'Union soviétique réaffirme qu'elle est prête à participer à la mise en place d'un registre des Nations Unies relatif aux ventes et aux transferts d'armes et de travailler sur ces paramètres.

Le moment est venu de concrétiser l'idée de prévenir la guerre dans les relations entre les forces armées d'un certain nombre de pays. Un nouvel instrument d'établissement de la paix est actuellement mis au point avec l'accord soviéto-américain visant à prévenir les activités militaires dangereuses et la série d'accords avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et la France visant à prévenir les incidents en haute mer.

Dans le même ordre d'idées, l'Union soviétique et la République populaire de Chine ont convenu d'entamer rapidement des pourparlers pour mettre fin à leur face à face militaire. L'Union soviétique exprime l'espoir que d'autres Etats s'engageront eux aussi dans ce processus.

Un monde civilisé est un monde ouvert. Brisant le sceau de nombreux secrets, l'Union soviétique a révélé à la communauté internationale les détails des données relatives aux réductions de ses forces armées et de ses armements, à leur force, à l'importance de ses budgets militaires, etc.

Nous réaffirmons ici la position de l'Union soviétique. Notre objectif ultime est qu'il n'y ait pas un seul soldat soviétique en dehors du pays. Mais, parlant de responsabilités égales, nous condamnons énergiquement l'encerclement en cours de notre pays - et pas seulement de notre pays - par des bases militaires d'autres Etats.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

L'Union soviétique juge fondamental de passer de mesures individuelles de confiance, de transparence et de glasnost dans les affaires internationales à une politique globale d'ouverture, qui deviendrait une partie intégrante de la sécurité globale et de la paix internationale. M. Bush, Président des Etats-Unis, a proposé l'idée de "ciel ouvert". Nous aimons cette idée. En se félicitant de cette initiative et en l'appuyant, l'Union soviétique lance un appel pour que l'on ouvre terres, mers et espace. Ayons des terres ouvertes, des mers ouvertes, un espace ouvert. Ce n'est qu'alors que nous pourrons arriver à une transparence absolue et au niveau indispensable de confiance.

Alors que nous faisons figurer au palmarès de la politique étrangère des réalisations comme les Accords de Genève sur l'Afghanistan, le processus d'octroi de l'indépendance à la Namibie, la fin des hostilités sur le front Iran-Iraq, et la dynamique constructive du dialogue dans le problème du Cambodge, nous ne pouvons toutefois pas encore dire que ces tendances positives sont irréversibles.

Mais nous voulons rendre un hommage aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation. Reconnaissons leur rôle unique, qui ne se limite pas à localiser les zones de conflits mais atteint un niveau qualitativement nouveau pour ce qui est de garantir la stabilité de l'ordre mondial. Mais, aujourd'hui l'ordre mondial est quelque chose de plus vaste encore. La sécurité économique en est un des piliers.

L'Union soviétique partage les préoccupations que suscite la crise actuelle de l'économie mondiale et appuie les mesures visant à la surmonter, qui ont été proposées au Sommet de Belgrade du Mouvement non aligné. Un petit nombre continue de dicter les termes de l'économie. Les partisans du diktat devraient comprendre que la perpétuation de cette situation débouchera sur une catastrophe qui n'épargnera personne.

Il semblerait que le monde des riches n'ait rien à craindre puisque son économie se porte bien. Il semblerait aussi que les riches n'aient rien à se reprocher puisque leurs richesses engendrent la générosité. En 1988, le montant total de l'assistance fournie aux pays en développement par les pays développés a été de 90 milliards de dollars, une somme impressionnante assurément. Mais la même année, les pays développés ont reçu 50 milliards de dollars du monde en développement du fait du service de la dette et du paiement d'intérêts. C'est, de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

toute l'histoire, le plus large courant de capitaux venant des pauvres jusque dans les poches des riches.

Ainsi, les pauvres contribuent à la prospérité des riches. Mais cette injustice criante ne s'arrête pas là et ces disparités ne peuvent pas éternellement mettre à l'épreuve l'économie et la politique mondiales.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Son état sanitaire est également sapé par le coût considérable de la production militaire, qui engloutit de vastes ressources matérielles et intellectuelles du secteur civil. Alors que se dessine maintenant une possibilité de limiter les complexes militaires et industriels, il convient d'examiner le problème de la conversion, ce qui ne peut se faire que par une action concertée, en se fondant sur l'expérience de tous les Etats.

En l'espace d'une seule génération, des liens se sont établis entre le domaine de la politique et la protection de l'environnement, apportant à l'humanité la science de l'écologie politique. Personne ne peut la maîtriser seul, entravé par des intérêts nationaux étroits.

L'écologie politique exige des décisions urgentes à l'échelle planétaire, au plus haut niveau politique, et une internationalisation des efforts nationaux par l'intermédiaire des Nations Unies, grâce à la consolidation de leur branche écologique principale, l'agence appropriée de cette organisation. Et puisque nous parlons d'une composante majeure de la sécurité internationale, les politiques écologiques requièrent la participation du Conseil de sécurité pour résoudre les problèmes et mettre en action des instruments tels que la transparence et un contrôle international rigoureux.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit se tenir en 1992 deviendra vraisemblablement un tournant pour la coopération universelle en mettant au point un code de comportement civilisé en matière d'écologie. Nous demandons que cette conférence ait lieu au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement.

En définissant les principes essentiels du concept de sécurité écologique, l'Union soviétique considère que le désarmement, l'économie et l'écologie forment un tout. Tout en participant à la mise en oeuvre de stratégies de conservation, l'Union soviétique prévoit des programmes en vue d'accélérer l'intégration de son économie dans l'économie mondiale, sur une base égalitaire et mutuellement avantageuse, la division moderne internationale du travail et les échanges internationaux dans les domaines de la science et de la technologie. A cette fin, nous voudrions participer activement aux travaux des organisations économiques internationales et nouer des contacts avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, convaincus que notre coopération avec ces institutions, tout comme avec le GATT et la FAO, seront utiles tant pour nous que pour la communauté internationale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

En édifiant de nouvelles relations internationales, notre politique étrangère envisage une évolution positive du monde actuel dans la stabilité. Cette orientation reste immuable malgré certains changements qui touchent nos intérêts immédiats et les intérêts de la communauté à laquelle nous avons l'honneur d'appartenir. Toutefois nous restons fidèles à nos principes et continuons d'affirmer que le choix des nations ne peut et ne doit pas être gouverné par la force et que la stabilité ne peut s'obtenir par la menace, par des interventions, des blocus et d'autres sanctions.

Ce n'est un secret pour personne que nous n'avons pas accueilli avec enthousiasme l'échec des communistes lors des élections polonaises. Ce n'est pas un secret non plus que nous souhaitons surmonter cette crise. Cependant, nous ne voyons rien de menaçant dans le fait qu'un gouvernement de coalition a été formé conformément à la volonté du peuple polonais. Nous n'avons rien contre ce gouvernement. Nous lui souhaitons plein succès et sommes prêts à coopérer activement avec lui. La tolérance est une norme du comportement politique civilisé. Mais si elle s'impose pour nous dans notre attitude envers le Gouvernement actuel de la Pologne, pourquoi d'autres sont-ils si intolérants au sujet de Cuba par exemple? Et si un Premier Ministre non communiste peut fort bien siéger dans un pays socialiste, pourquoi un chef de gouvernement occidental communiste doit-il être perçu comme une hérésie? Ce n'est pas impensable.

Les jours des lignes de démarcation traditionnelles sont comptés. Il ne doit plus subsister qu'une seule ligne, que nous devons tous suivre pour parvenir à notre objectif commun. Ce n'est pas l'expression de la volonté populaire qui menace les pays mais plutôt l'intolérance politique et idéologique, le chauvinisme et les excès extrémistes de la mentalité impérialiste ou nationaliste. Ce n'est que lorsque ceux-ci dégénèrent en violence et déstabilisent la vie des pays et des peuples que le mécanisme de légitime défense doit se déclencher.

Quelles que soient nos divergences d'idées sur les voies à suivre de préférence pour parvenir au développement social, nous sommes aussi généralement conscients de notre responsabilité commune en ce qui concerne l'avenir de l'humanité et la survie de la civilisation. Nous savons que ce n'est qu'ensemble que nous pouvons nous écarter du précipice, parce qu'une île isolée de développement et de prospérité sombrerait inévitablement dans l'océan de la pauvreté et de l'arriération; car les peuples et les nations ne peuvent être bien portants lorsque l'humanité est souffrante.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

Il n'y a qu'une façon de surmonter ces contradictions fatidiques. A notre avis, il s'agit pour la communauté internationale de s'acheminer consciemment vers une harmonie entre les principes universels et nationaux. C'est un objectif difficile, mais pas impossible à atteindre. C'est possible parce qu'il est impensable que le monde s'effondre. C'est possible parce que nous pouvons tous nous rencontrer en un lieu où les efforts nationaux individuels peuvent s'unir en une seule force énergétique. Ce lieu, ce sont les Nations Unies. Elles offrent une tribune où chacun peut parler de son propre pays et de ses liens avec le reste du monde. Je voudrais saisir cette occasion pour dire quelques mots à propos de mon pays.

Nous édifions un nouveau modèle de société, un nouveau modèle de relations entre les peuples et les nations, un nouveau modèle de socialisme. En tant que grand concept, le socialisme n'est aucunement une force qui a fait son temps; au contraire, il révèle ses possibilités humanistes dans l'affrontement difficile et souvent dramatique avec des forces et des vices qui lui sont intrinsèquement étrangers.

Dans notre pays, nous ne faisons pas que repeindre la façade; nous reconstruisons la structure tout entière, dans laquelle les règles de la vie commune doivent être et seront fondées sur la suprématie du droit, le pouvoir du peuple, l'ouverture vers le monde extérieur, l'harmonie interethnique et l'amitié.

Dans chaque sphère de la vie ordinaire de notre Etat et de notre peuple - l'économie nationale, le système politique et les efforts intellectuels du peuple - le rejet des reliques stratifiées du passé va de pair avec l'enthousiasme pour la nouvelle construction. Et même si, comme l'a dit un poète, nous passons un jour sombre ou deux, nous croyons que la perestroïka, qui a commencé comme une révolution des espoirs, maintiendra ces espérances bien vivantes. Notre peuple, la nation, poursuivra la perestroïka car elle concrétise les aspirations qu'il chérit.

Aujourd'hui, alors que certaines Cassandre s'empressent de faire de sombres prédictions, nous faisons nos propres prévisions. Nous souhaitons que cet optimisme historique soit partagé par tous ceux qui comprennent que les destinées du monde sont inséparables de l'avenir de notre perestroïka.

C'est pourquoi nous leur répondons que notre détermination à la rendre irréversible va de pair avec notre confiance en la victoire, confiance fondée sur les institutions démocratiques, prêtes à assumer leur autorité pleine et véritable. Nous nous acheminons le long de cette voie, guidés entre autres par la

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Chevardnadze (URSS)

conscience que nous avons de la nature historique et de l'ampleur de l'objectif que nous voulons atteindre, sans rejeter l'appui de la communauté internationale.

Croyez-moi, nous ne sentons pas seulement cette assistance dans les jours tragiques des catastrophes naturelles et des malheurs nationaux. Je l'affirme aux représentants : elle s'est exprimée dans leurs déclarations devant cette Assemblée; elle se manifeste chaque jour dans les gestes cordiaux de leurs compatriotes, dans leurs actions et dans leurs décisions. Je demande donc aux envoyés des gouvernements et des nations de leur faire part de notre chaleureuse gratitude.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. DUMAS (France) : Je m'exprime au nom de la Communauté économique européenne.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous adresser à mon tour et au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres mes plus chaleureuses félicitations pour votre élection unanime à la présidence de notre assemblée générale. Votre expérience des affaires internationales, votre parfaite connaissance du système des Nations Unies, vos qualités personnelles vous recommandaient tout particulièrement pour ce poste important : nous ne doutons pas qu'elles y feront merveille.

Vous m'autoriserez à associer à cet hommage votre prédécesseur à la tête de cette assemblée, M. Dante Caputo : l'énergie et l'efficacité avec lesquelles il a exercé ses fonctions lui valent aujourd'hui la reconnaissance de notre organisation tout entière.

C'est également au nom des Douze que je voudrais enfin, Monsieur le Secrétaire général, vous assurer de notre appui sans faille et sans réserve dans la lourde tâche qui vous incombe et vous exprimer notre admiration pour l'activité inlassable que vous déployez dans le monde en faveur de la paix.

Aux efforts engagés pour construire un monde plus juste, plus pacifique et plus solidaire, la Communauté européenne et ses Etats membres ont toujours considéré qu'ils avaient une contribution particulière à apporter.

C'est sur les lignes de force autour desquelles s'organise leur action extérieure que je voudrais vous proposer quelques réflexions, en évoquant tour à tour notre combat commun pour la paix, les perspectives de développement économique, et la lutte contre ces fléaux de nos sociétés que constituent les atteintes aux droits de l'homme, le terrorisme et la drogue.

Je dirai d'abord quelques mots sur les espérances qu'ont fait naître les évolutions de l'année écoulée. Si les progrès sont encore trop fragiles pour que la communauté internationale soit assurée de voir bientôt poindre une aube de paix sur le monde, si subsistent ou s'aggravent çà et là des tensions, tandis qu'apparaissent de nouveaux conflits, il reste que, globalement, la cause de la paix a avancé, comme elle ne l'avait sans doute jamais fait dans la période récente.

Entre l'Est et l'Ouest du continent européen, tout se passe comme si commençaient à se cicatriser les fractures de l'histoire, naguère tenues pour irrémédiables : de part et d'autre, un langage commun permet de se parler, de négocier et d'aboutir à des accords qui semblaient, il y a peu, hors de portée.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Le Conseil européen a souhaité donner aux relations Est-Ouest un élan renouvelé, qu'autorisent les changements intervenus en Union soviétique et dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale - notamment en Pologne et en Hongrie - vers plus de libertés politiques et économiques. Même s'il faut regretter que persistent encore dans certains de ces pays de sérieuses atteintes aux droits de l'homme, comment ne pas saluer les réformes entreprises, comment ne pas les soutenir et les encourager alors qu'elles contribuent de toute évidence, avec une accélération et une ampleur inédites en Europe, à surmonter les divisions de la dernière guerre?

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les travaux de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe. Depuis l'adoption d'un document de clôture à Vienne en janvier dernier, deux réunions marquantes - le Forum de l'information à Londres et la première session de la Conférence sur la dimension humaine à Paris - ont permis d'exploiter plus avant les ressources offertes par le processus d'Helsinki pour faire progresser les libertés fondamentales, les règles du droit et les valeurs de la démocratie.

Quant aux négociations sur les mesures de confiance et de sécurité ainsi que sur les forces conventionnelles en Europe - qui visent à éliminer des disparités préjudiciables à la stabilité et à la sécurité du continent -, elles ont pris un tournant décisif, qui laisse présager des progrès significatifs dans les prochains mois, ce qui aurait une importance majeure pour l'avenir des relations Est-Ouest.

Dans le cadre plus large des travaux de la Conférence du désarmement à Genève, des résultats encourageants ont été enregistrés. Une impulsion vigoureuse a été donnée par la Conférence tenue à Paris sur le désarmement chimique en janvier 1989 : les Douze souhaitent la conclusion, dans les plus brefs délais, d'un traité d'interdiction globale et vérifiable des armes chimiques. Les résultats enregistrés dans ce domaine lors des récentes rencontres américano-soviétiques sont à cet égard un signal très encourageant. De même, je me réjouis des progrès que le Président des Etats-Unis, hier, et, tout à l'heure, le Ministre soviétique des affaires étrangères, nous ont annoncés en ce qui concerne leurs négociations bilatérales sur la réduction de moitié de leurs armements stratégiques. Nous souhaitons que ces négociations aboutissent rapidement, tandis que seront préservés les importants acquis du passé, comme le Traité ABM.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Mais le combat pour la paix, auquel notre organisation assigne une portée universelle, n'a pas, hélas, l'Europe pour seul théâtre.

Des signes encourageants sont apparus dans de nombreuses régions du monde, qui laissent bien augurer du règlement de certains conflits. Il convient de tout faire pour consolider ces évolutions favorables. Les Douze s'y emploient et s'y emploieront.

Pour ce qui est de l'Afrique australe en Namibie, le processus vers l'indépendance et la paix est en marche. Les Douze soutiennent sans réserve l'action du Secrétaire général des Nations Unies et demandent instamment à toutes les parties de ne pas entraver la marche vers la paix. La Communauté européenne est disposée à accueillir la Namibie indépendante parmi ses partenaires de la Convention de Lomé.

Le dialogue fructueux engagé avec les pays de la ligne de front, notamment à Luxembourg en juin dernier, révèle les aspirations de tous au règlement rapide de ces conflits anciens qui ont retardé ou compromis les plans de développement de la région. Là encore, la Communauté est toute disposée à favoriser la reconstruction et, en Angola, au Mozambique et ailleurs, à aider les populations à édifier l'ère nouvelle de la paix.

A cet égard, la Communauté et ses Etats membres ont toujours insisté sur la nécessité de mettre fin au système de l'apartheid et de parvenir à la création d'une société juste et démocratique en Afrique du Sud.

Je reviendrai dans un instant sur cette exigence fondamentale.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Au Sahara occidental, les Douze portent une attention particulière à la mise en oeuvre du plan du Secrétaire général, plan qui doit conduire à un référendum d'autodétermination et laisse espérer un règlement de cette question. Ils sont persuadés que la création de l'Union du Maghreb arabe y contribuera.

Parlons de l'Amérique latine. Avec les récents accords de Tela, les pays d'Amérique centrale ont montré leur volonté de prendre en main leur destin. Nous nous en réjouissons. Le succès dépendra du respect des engagements pris par les différentes parties. Il est aussi prévu que l'ONU et l'OEA apportent leur concours à la mise en oeuvre des accords de paix.

La Communauté et les Etats Membres souhaitent rendre hommage à l'esprit de modération et de concertation des chefs d'Etat centraméricains inspirés par le souffle de la démocratie. La Conférence de San Pedro Sula en février 1989 a illustré la volonté de la Communauté européenne et des pays du Groupe de Contadora d'appuyer le processus de négociation et d'intégration économique que les gouvernements centraméricains se sont fixés comme objectifs.

Les Douze notent par ailleurs avec satisfaction les progrès de la démocratie en Amérique du Sud et notamment les perspectives d'évolution positive au Chili, ouvertes par des élections libres.

Depuis l'annonce du cessez-le-feu entre l'Iraq et l'Iran, saluée par l'ensemble de la communauté internationale, le Secrétaire général a poursuivi, avec l'appui des Douze, ses efforts pour que les négociations progressent vers un règlement définitif. La situation actuelle de "ni-guerre ni-paix" ne saurait nous satisfaire. Aussi lançons-nous un appel aux gouvernements des deux pays pour qu'ils contribuent aux efforts du Secrétaire général et de ses collaborateurs pour transformer l'armistice actuel en une paix durable et mettre sans plus tarder en complète application la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité.

Les Douze formulent l'espoir que les dirigeants iraniens montreront leur volonté de contribuer à la vie internationale de manière constructive, pacifique et conforme aux normes qui régissent les relations entre les Etats, de telle sorte que ce pays retrouve la place qui lui revient dans sa région et au sein de la communauté internationale.

Le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan était une condition nécessaire mais non suffisante d'une solution politique. Alors que le conflit se poursuit, la nécessité demeure pour toutes les parties afghanes de rechercher les

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

voies et moyens d'un authentique processus d'autodétermination, conduisant à la constitution d'un gouvernement pleinement représentatif et à l'établissement d'un Afghanistan réellement indépendant et non aligné. Les Douze confirment leur soutien au Secrétaire général des Nations Unies dans ses efforts pour faciliter un règlement, espérant que le retour des réfugiés pourra s'effectuer dans la liberté et dans la dignité. La Communauté et ses Etats membres sont prêts, à l'issue d'un règlement, à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan, comme ils contribuent déjà à l'assistance humanitaire aux populations si éprouvées de ce pays.

Au Cambodge, sont apparus au cours des derniers mois les signes, bien timides, d'un possible retour à la paix. Les Douze ont salué la décision du Viet Nam de retirer ses troupes et estime que ce départ rendait possible la recherche d'une solution politique globale au conflit cambodgien. Leur soutien, le soutien des Douze, n'a pu qu'encourager la France à prendre l'initiative de convoquer à Paris une conférence internationale, avec la coprésidence de l'Indonésie, réunissant toutes les parties khmères et les pays les plus directement concernés, en présence du Secrétaire général des Nations Unies.

Cette réunion, même si elle n'a pas permis la conclusion d'un accord, aura marqué une étape très importante dans la recherche d'une solution pacifique. Le processus engagé doit être poursuivi, avec la détermination nécessaire, pour que soit enfin trouvé un règlement global, qui garantisse l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la neutralité du Cambodge, et qui permette au peuple cambodgien de déterminer, à travers des élections libres et internationalement contrôlées, son destin. La tentation des différentes parties en présence de rechercher encore, sur le terrain, une solution par les armes ne pourrait que conduire à une impasse. Les Douze sont convaincus qu'il n'existe d'autre issue à ce trop long conflit que celle du dialogue et de la réconciliation nationale.

La persistance de l'instabilité dans cette région contribue aussi à rendre dramatique la question des Boat People du Viet Nam. Les Douze partagent la volonté du Secrétaire général et de la communauté internationale de trouver une solution à ce problème.

S'agissant maintenant de la péninsule coréenne, nous exprimons à nouveau l'espoir que, conformément au principe d'universalité de l'Organisation, le peuple coréen soit pleinement représenté aux Nations Unies dans un proche avenir.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Les progrès accomplis, la conviction plus forte que la paix est possible partout, accroissent notre détermination en faveur du règlement des conflits qui persistent.

C'est le cas d'abord au Moyen-Orient. Alors que, du côté palestinien, des décisions importantes ont ouvert de nouvelles perspectives pour une recherche réaliste d'un règlement du conflit israélo-arabe et de la question palestinienne, aucun progrès effectif n'est encore venu y répondre. Or le temps qui passe ne joue au profit de personne. Prenons garde aux déceptions que suscitent les occasions manquées.

La communauté tient à tous le même langage : pour parvenir à un règlement de paix, il faut que soient reconnus, au Proche-Orient comme ailleurs, le droit de tous les Etats, et notamment d'Israël, à la sécurité, et le droit de tous les peuples à la justice, c'est-à-dire, pour le peuple palestinien, le droit à l'autodétermination avec tout ce qu'il implique. La voie appropriée pour atteindre ces objectifs demeure, aux yeux de la Communauté, l'organisation d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations Unies.

La situation dans les territoires occupés illustre dramatiquement les effets de l'absence de progrès dans la recherche d'un règlement. Les mesures prises à l'encontre des populations de ces territoires (je pense au maintien de la fermeture des universités, aux expulsions, à la prolongation et à la multiplication des détentions administratives...) ont conduit les Douze à renouveler leurs appels aux autorités israéliennes pour qu'elles respectent leurs obligations de puissance occupante, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Les Douze, dans la Déclaration de Madrid, se sont prononcés sur le plan israélien proposant l'organisation d'élections et un statut d'autonomie provisoire pour les territoires : pour avoir une portée effective, ces élections devraient s'inscrire dans un processus de règlement global fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et l'application du principe de l'échange de territoires contre la paix, se dérouler dans des garanties de liberté adéquates dans l'ensemble des territoires occupés, y compris Jérusalem-Est.

C'est dans le même esprit et en s'appuyant sur les mêmes principes que les Douze saluent la contribution de l'Egypte à la promotion du processus de paix telle qu'elle s'exprime dans les 10 points proposés par le Président Moubarak. Ils

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

espèrent qu'elle permettra, notamment, de nouer le nécessaire dialogue israélo-palestinien.

Sans attendre le règlement qu'ils appellent de leurs voeux, la Communauté et les Etats membres entendent renforcer leur coopération avec les territoires occupés et développer des programmes d'aide à une population si éprouvée par la persistance de l'occupation et les restrictions.

Je voudrais maintenant dire un mot du Liban. Au Liban, se poursuit depuis 14 ans le drame d'un peuple déchiré. Au cours des derniers mois, jamais les souffrances n'ont été plus grandes, les combats plus meurtriers, les épreuves plus lourdes.*

---

* M. Madrigal Nieto (Costa Rica), Vice-Président, assume la présidence.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

C'est ce qui a conduit la Communauté et les Etats membres à appeler à un cessez-le-feu effectif comportant la levée des blocus et permettant la mise en oeuvre d'un processus de réconciliation nationale assurant la pleine restauration de la souveraineté libanaise sur la base d'institutions rénovées. Ils ont appuyé constamment les initiatives de la Ligue arabe conduites d'abord par le Comité des Six, puis par celui des trois chefs d'Etat. Ils saluent la reprise par ce haut comité de sa mission à laquelle ils apportent leur plein soutien et espèrent, l'accord ayant été donné par toutes les parties sur ses propositions, que prévaudront désormais le dialogue et la recherche de la paix.

Aujourd'hui, alors précisément que se renoue ce dialogue, il importe que, dégagées des pressions extérieures, toutes les parties libanaises s'accordent sur un nouveau système de coexistence tenant compte de la situation démographique et sociale présente. Il faut que, par la mise en oeuvre de ce système et par le retrait de toutes les forces étrangères, à l'exception de la FINUL, le Liban retrouve pleinement sa souveraineté, son indépendance, son unité et son intégrité territoriale.

C'est ce à quoi la France s'est employée et continuera à s'employer avec l'appui de ses partenaires de la Communauté avec le souci constant de seconder l'action arabe menée par le Comité tripartite jusqu'à ce que l'espoir renaisse au Liban.

En même temps, la Communauté et ses Etats membres marquent leur solidarité avec l'ensemble des populations libanaises en engageant un programme d'aide destiné à soulager les souffrances et à contribuer au rétablissement des conditions normales d'existence ainsi qu'à la reprise des activités économiques et sociales.

On ne peut parler du Liban sans évoquer le sort des otages, dont plusieurs sont des ressortissants des Etats de la Communauté. Comment oublier celui du colonel Higgins, qui était au service des Nations Unies? Les Douze condamnent les prises d'otages, qui doivent être combattues par tous les moyens, dans l'esprit des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les Douze lancent un appel aux pays qui pourraient exercer une influence en faveur de la libération de ces otages.

Enfin, je réaffirme la position constante de la Communauté à l'égard de Chypre, membre de la famille européenne. Les Douze appellent toutes les parties à coopérer avec le Secrétaire général et son représentant sur place afin de surmonter les obstacles existants et de retrouver les voies du dialogue. Ils leur demandent

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

de ne pas laisser perdre la chance qui s'offre actuellement d'un règlement juste et durable qui sauvegardera l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de Chypre conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

Nous savons tous que la paix dans le monde est une cause sacrée. Elle mérite toute nos énergies, toute notre volonté. Elle exige détermination et opiniâtreté. Sans doute quelque découragement peut apparaître lorsqu'un foyer s'apaise et que d'autres s'allument. Alors nous guette le sentiment d'impuissance, celui que Sisyphe pouvait éprouver au sommet de sa montagne avant que son rocher ne retombe.

Pourtant, l'espoir demeure lorsque la chaîne des hommes et des femmes, que notre assemblée incarne, reste soudée au service de la paix. Nous savons que cette oeuvre inlassable est collective et qu'elle ne peut progresser sans la mobilisation de vous tous.

C'est donc avec la même détermination, la même mesure des espoirs et des chances, que nous devons aborder d'autres conflits, d'autres foyers de tension qui marquent ici et là de nouvelles ruptures.

Je voudrais ici évoquer le douloureux cas de ces deux Etats, le Sénégal et la Mauritanie, qui vivaient en bonne entente, unis par un projet commun, et que la violence a brusquement secoués au point d'en faire aujourd'hui des frères ennemis. Le Sénégal et la Mauritanie peuvent-ils rapidement retrouver le chemin de l'entente et du dialogue? Les Douze le souhaitent ardemment. C'est pourquoi ils appuient les efforts de médiation du Président Moubarak et espèrent que prévaudront la conciliation et la raison.

D'autres drames se jouent. En Ethiopie où la guerre civile fait rage, entraînant la cohorte des populations déplacées, des souffrances et de la misère, des perspectives de dialogue semblent toutefois pouvoir s'ouvrir. Les Douze souhaitent tout faire pour que s'ouvre la voie de la négociation et de la réconciliation. Il en est de même pour le Soudan et la Somalie.

Je voudrais, dans ce contexte, rendre hommage à l'action du Haut Commissariat pour les réfugiés, dont l'oeuvre est aux yeux de tous irremplaçable.

Je citerai enfin les espoirs que suscitent les discussions entre les Gouvernements de Colombo et de New Delhi.

S'agissant de Timor Est, les Douze réitèrent leur soutien aux contacts entre le Portugal et l'Indonésie sous l'égide du Secrétaire général des Nations Unies.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Ils expriment l'espoir de prochains progrès qui ouvriraient la voie à un règlement juste, global et accepté internationalement.

La cause de la paix progresse malgré tout, nous le voyons, et notre assemblée en est le témoin privilégié. Elle progresse par le dialogue multilatéral et bilatéral, par la volonté des Etats de renoncer à la guerre dans le règlement des différends, par l'action des Nations Unies partout où sa médiation s'impose. Les Douze entendent s'inscrire pleinement dans ce projet sans cesse renouvelé et ils joueront, je dirai par nature et par vocation, par l'exemple même de leur entente et de leur union en devenir, un rôle éminent pour apaiser les conflits.

Mais cette oeuvre de paix, la réduction des tensions, l'effacement des violences, est indissociable de la lutte contre les disparités qui marquent le développement économique international. Prenons garde, je le dis une fois encore, à ne pas susciter de nouveaux foyers qu'attiserait la révolte des pauvres. Veillons à ce que la croissance mondiale soit mieux partagée, plus équilibrée, davantage ordonnée vers l'extrême misère des pays faiblement dotés par la nature, meurtris par l'histoire, ou assujettis par la dette. Plus que jamais l'action en faveur de la croissance et du développement est partie intégrante de la lutte pour la paix. La communauté fait de ce constat un élément essentiel de ses relations avec le reste du monde.

Depuis le début des années 80, la croissance économique a repris, entraînant un vif développement des échanges. Consolider cette tendance, en poursuivant la lutte contre l'inflation et le chômage, est notre objectif. Veillons à ce que tous profitent du mouvement. Les retards persistants de régions entières, notamment en Afrique ou en Amérique latine, rendraient caducs nos efforts si la priorité n'était pas donnée à la solidarité Nord-Sud.

Première puissance commerciale mondiale, et première dispensatrice d'aide, la Communauté européenne estime nécessaire de mettre en oeuvre des mesures concrètes dans trois domaines essentiels : la coopération économique internationale, le développement et l'environnement, j'en dirai quelques mots :

Au cours des dernières années, l'Europe a progressivement, avec le Japon et certains autres partenaires asiatiques, pris le relais de la croissance américaine. Cette croissance est saine : elle résulte d'efforts d'investissement et de modernisation, d'une action résolue et convergente des Etats membres en vue de contenir l'inflation et, surtout, de réaliser l'achèvement du marché intérieur pour 1993.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Ce marché intérieur ne sera pas un marché fermé sur lui-même. L'Europe de 1993 sera l'"Europe partenaire". Le programme d'achèvement du marché intérieur ne comporte aucun affaiblissement des obligations internationales de la Communauté. Tous les engagements multilatéraux ou bilatéraux sont et seront respectés. Il y va de notre intérêt même de préserver et d'encourager un système d'échanges libres et ouvert.

Tous les partenaires de l'Europe bénéficieront du marché unique de 1993 par l'abolition des frontières, l'amélioration des procédures d'accès et une plus grande transparence. La croissance économique stimulée par la fusion de 12 marchés en un seul marché de 320 millions de consommateurs profitera à tous, si l'on considère que les importations qui représentent déjà le quart de son produit intérieur brut devraient encore progresser.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Dans des domaines plus spécifiques, les efforts engagés pas la Communauté sur le plan interne auront également des effets positifs pour les pays tiers. Ainsi, l'achèvement progressif de l'union économique et monétaire, l'une de nos priorités majeures dans les mois qui viennent, sera un facteur de stabilité pour le système monétaire international.

La réforme de la politique agricole commune entreprise depuis cinq ans se poursuit. Elle contribue à l'amélioration de la situation des marchés mondiaux. La Communauté réaffirme les engagements pris lors de la réunion à mi-parcours des négociations de l'Uruguay Round en avril 1989. Ses efforts sont considérables alors qu'elle demeure, je le rappelle, le premier importateur mondial de produits agricoles.

En 1989, la Communauté a poursuivi le renforcement de ses relations avec toutes les régions du monde.

D'abord, avec l'Association européenne de libre échange, elle prépare un cadre rénové de dialogue et de coopération.

Ensuite, avec les pays de l'Europe orientale, une série d'accords ont été déjà conclus : avec la Hongrie, avec la Tchécoslovaquie et, plus récemment encore, avec la Pologne, où nous nous sommes rendus Monsieur le Commissaire Andriessen et moi-même. L'évolution de ce dernier pays rend plus urgente la mise en place de l'aide décidée lors du Sommet de l'Arche et acceptée par 24 pays. Il faut forcer l'allure pour répondre à l'ampleur des besoins.

Des négociations sont en cours avec l'Union soviétique et la Bulgarie, envisagées avec la République démocratique allemande. Sur cette base, la Communauté entend développer une coopération multiforme, complémentaire de celle que conduisent ses Etats membres.

La création de l'Union du Maghreb arabe permettra à la CEE d'intensifier et de diversifier des relations déjà très riches.

Avec les pays du Conseil de coopération du Golfe, des pourparlers sont en cours afin de compléter l'Accord de coopération signé en 1988 par un nouvel accord de commerce.

En Asie, l'année 1989 a été marquée par de nouvelles initiatives communes entre la CEE et l'ANASE en vue d'approfondir la coopération industrielle par le développement des investissements.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Avec ses partenaires d'Amérique latine, la Communauté poursuit ses efforts pour diversifier la coopération et les échanges. En Amérique centrale, elle approfondit sa coopération dans le cadre des accords de San José, renforçant ainsi les efforts des pays de l'isthme.

Je me réjouis enfin de l'amélioration des relations commerciales de la Communauté avec ses principaux partenaires développés. Aujourd'hui, la volonté de négocier prime.

Cette amélioration du climat est fragile et notre meilleure chance de la consolider est d'achever la négociation d'Uruguay à la date prévue, en obtenant des résultats substantiels dans tous les domaines.

Au cours des prochains mois, la solidarité Nord-Sud sera au premier plan de l'actualité internationale : renouvellement de la Convention de Lomé; session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la coopération économique et le développement; deuxième Conférence internationale sur les PMA à Paris; lancement de la quatrième Décennie du développement.

Saisissons donc l'opportunité de ces échéances. Elles permettront de mesurer le chemin parcouru, mais aussi de prendre conscience de la nécesssité d'aller plus loin.

Le développement dépend pour une large part des stratégies internes mises en place par les Etats concernés eux-mêmes. De nombreux pays en développement se sont engagés dans un processus courageux d'ajustement qui reste indispensable même s'il est parfois difficile du point de vue social et politique. Je veux rendre hommage ici à leurs efforts qui exigent souvent bien des sacrifices.

Mais ces efforts ne seront vraiment utiles que s'ils s'exercent dans un environnement international favorable.

En premier lieu, il est indispensable d'alléger le poids de l'endettement excessif devenu aujourd'hui insupportable.

Dans ce domaine crucial, l'approche constructive et concertée qui a prévalu a déjà permis de surmonter les blocages et d'enregistrer certains progrès.

Plusieurs Etats de la Communauté ont pris en faveur des pays les plus pauvres des mesures complémentaires d'annulation des frais d'aide publique au développement. La France pour sa part a annoncé, par la voix du Président de la République, l'annulation pure et simple des créances issues de l'aide au développement pour 35 pays africains les plus pauvres. Cette mesure entrera en application dès le 1er janvier 1990. Elle n'est assortie - je tiens à le dire ici - d'aucune condition.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Dans le même temps, d'autres pays, moins pauvres sans doute, mais aux prises avec un lourd endettement bancaire, se trouvent confrontés à des choix politiques et économiques difficiles. C'est notamment le cas en Amérique latine : la solution du problème de la dette devrait permettre d'y consolider et de renforcer la démocratie.

Deux Etats, le Mexique et les Philippines, se sont déjà engagés dans cette voie avec succès.

Mais les progrès dans le traitement de la dette ne sauraient suffire à assurer le développement. Des ressources nouvelles sont nécessaires. Elles doivent provenir d'abord des échanges. La Communauté a déjà largement ouvert son marché aux produits des pays en développement. Sans attendre la conclusion de l'Uruguay Round, elle a amélioré récemment, et de façon significative, l'accès des produits tropicaux à son marché.

Dans le cadre de la renégociation de la Convention de Lomé, qui est en cours, elle s'efforcera d'améliorer encore un dispositif déjà avantageux.

Il reste que, pour le plus grand nombre des pays en développement, dépendants de quelques produits d'exportation, l'accès aux marchés des pays industrialisés ne saurait suffire. Le Fonds commun pour les produits de base doit maintenant entrer en vigueur. La Communauté entend pour sa part renforcer les mécanismes de stabilisation des recettes d'exportation à travers le STABEX et le SYSMIN de la Convention de Lomé.

A côté de ces mesures, l'aide publique au développement demeure une soupape de survie. La Communauté fait déjà un effort important. L'aide de ses Etats membres pris ensemble progresse nettement depuis le début des années 80 en direction de l'objectif de 0,7 %.

Le développement économique passe enfin par une mobilisation internationale sans faille pour la protection de notre environnement.

Le réchauffement de l'atmosphère, la dégradation de la couche d'ozone, la pollution des mers, des eaux douces, la désertification sont des menaces pour notre planète tout entière.

Faire face rapidement à ces menaces relève de la responsabilité de tous.

De nombreux pays en développement ne disposent pas toujours des moyens suffisants. Un effort des pays industrialisés pour mettre en place des formes nouvelles de coopération et des financements facilitera la prise en charge de

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

l'environnement et la gestion des ressources naturelles par chaque pays du monde dans un projet commun. N'est-ce pas là une des formes les plus nécessaires de la solidarité internationale.

Quand elle s'exprime en faveur de la protection des forêts tropicales, pour aider le Bangladesh à lutter contre les conséquences incalculables des inondations, ou par la création d'un observatoire des zones sahariennes, cette solidarité internationale s'exerce de manière exemplaire.

Le caractère planétaire de la menace rend nécessaire une négociation internationale pour définir les objectifs d'intérêt commun.

Dans cette perspective, la conférence qui sera convoquée par le Secrétaire général des Nations Unies en 1992 sur l'environnement et le développement constituera une étape majeure. Mais avant cette date, la Conférence mondiale sur le climat, qui se tiendra en 1990, devra être l'occasion d'avances significatives sur la question de l'effet de serre. La Communauté appelle de ses voeux la conclusion d'un accord international relatif aux changements climatiques. Elle souhaite aussi que s'engage un dialogue sur l'exploitation des fonds marins. Elle a pris, ou s'apprête à prendre, des décisions de portée immédiate : mise en oeuvre anticipée et à un rythme plus rapide des décisions d'Helsinki sur l'élimination des chlorofluorocarbones; lancement d'un programme d'action sur l'effet de serre; adhésion à la Convention de Bâle sur les mouvements de déchets dangereux; création d'une agence européenne de l'environnement; élaboration d'un programme d'aide à la forêt tropicale.

Ces actions, auxquelles s'ajoutent le soutien aux négociations internationales en cours ainsi que l'intégration de l'environnement dans la coopération avec les pays en développement, sont bien les manifestations de l'engagement croissant de la Communauté des Douze en faveur de la préservation de notre environnement planétaire.

D'autres menaces requièrent notre vigilance et une action déterminée. Nous ne pouvons nous taire devant les atteintes aux libertés et aux droits les plus fondamentaux de l'homme. Ces atteintes sont nombreuses et persistent malheureusement dans trop de pays, et cela sur tous les continents.

Les Douze ne cessent de mener le combat pour les droits de l'homme, qui sont à la base de l'Organisation des Nations Unies, car ils ne peuvent rester indifférents aux atteintes intolérables qui leur sont portées. Ils ne cherchent pas ce faisant à se comporter en censeur; leur combat est inspiré par les valeurs qui fondent la Communauté et rassemblent ses Etats membres.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Les événements de Tiananmen sont présents à nos mémoires. Les rapports de la Communauté européenne avec Pékin sont-ils pour longtemps compromis? Nous espérons sincèrement qu'il n'en est rien. Mais nous serons vigilants dans l'espoir que les responsables de la République populaire de Chine finiront par entendre les appels qui leurs parviennent de l'ensemble de la communauté internationale.

Nous attachons une grande importance à ce que les engagements souscrits par la Chine pour ce qui concerne les textes constitutionnels de Hong-kong soient pleinement respectés.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Les Douze lancent aussi un nouvel appel pour que la population birmane puisse exercer librement son droit d'expression.

Des élections libres aussi ont eu lieu au Panama, les Douze appuient les efforts de l'Organisation des Etats américains pour proposer une solution à la crise; ils réaffirment leur réserve sur le nouveau pouvoir en place qui ne dispose d'aucune légitimité institutionnelle.

En Afrique du Sud, encore l'Afrique du Sud, les vents du changement qui soufflent sur l'Afrique australe dans son ensemble auront-ils également des effets positifs?

Les Douze qui ont sans cesse dénoncé le régime particulièrement odieux de l'apartheid ont noté les déclarations des dirigeants sud-africains affirmant leur volonté d'entreprendre des réformes. Mais ils constatent - et déplorent - la prolongation de l'état d'urgence, l'interdiction persistante des organisations anti-apartheid, la poursuite de la répression et le maintien en détention de nombreux prisonniers politiques, à commencer par Nelson Mandela. Ils ne relâcheront pas leur pression avant que les objectifs souhaités soient atteints.

Les atteintes aux droits de l'homme sont la plaie des relations internationales, la lèpre des temps modernes. Au-dessus de cette assemblée planent les textes les plus admirables, les résolutions les plus nobles que chaque Etat a fait siens. Comment ne pas dire ici l'émotion de l'humanité qui souffre et dont les espoirs brutalement se brisent devant la force, l'autorité abusive ou la simple incompréhension devant la marche inéluctable et courageuse de l'homme vers la liberté. Je veux rendre hommage à la Commission des droits de l'homme qui oeuvre de tout son poids pour le respect des valeurs que les Nations Unies incarnent.

La Commission a transmis cette année à notre assemblée, après des années de mise au point difficile, deux projets particulièrement importants : le projet de deuxième protocole facultatif visant à abolir la peine capitale et le projet de convention sur les droits de l'enfant. Je forme le voeu que les ultimes concertations permettent à ces deux textes d'être adoptés par l'Assemblée générale par consensus dès cette session.

Le respect des libertés est indissociable du rejet du terrorisme. Le recours aux procédés barbares du terrorisme est injustifiable dans tous les cas. Tous les terroristes doivent être traduits en justice. Ceci suppose une attitude très ferme de chaque Etat ainsi que des réponses concertées.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Dans la perspective de la réalisation de l'espace communautaire sans frontières intérieures, une collaboration accrue des services des Douze chargés de l'ordre public est en voie de mise en oeuvre. Les Douze estiment que l'état actuel de la menace n'autorise aucun relâchement de leur vigilance.

Mais il est un autre défi aux valeurs démocratiques qui ne peut être passé sous silence, c'est le fléau de la drogue. Les événements tragiques qui se sont produits le mois dernier en Colombie, où les trafiquants de drogue ont montré leur puissance meurtrière, ont souligné une fois de plus la nécessité de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre les stupéfiants. Je rends hommage au courage des autorités de la Colombie. La Communauté leur apporte son plein appui de même qu'aux mesures prises par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Au-delà des actions menées sur un plan régional, elle estime qu'une solution efficace aux problèmes de la drogue doit être recherchée dans un cadre international associant les pays producteurs, les pays consommateurs et les pays de transit.

C'est dans cet esprit que les Douze considèrent que l'enceinte la plus appropriée est celle des Nations Unies avec la Commission des stupéfiants et le FNULAD, et qu'ils ont contribué à l'adoption de la nouvelle convention contre le trafic de drogue, ouverte à la signature le 20 décembre dernier.

La Communauté attache une importance essentielle à l'action de notre organisation, comme en témoigne en particulier sa participation très active aux opérations de maintien de la paix.

C'est pourquoi notre premier souci est de voir améliorer l'efficacité des Nations Unies et de connaître les premiers résultats des réformes entreprises en ce sens.

C'est la première fois qu'il revenait à la France, exerçant la présidence du Conseil des communautés européennes, de s'exprimer en cette qualité devant votre assemblée au nom de l'Europe des Douze. J'en mesure l'honneur. La Communauté européenne est, pour la France, une très grande ambition dont elle assume toutes les potentialités. Je souhaite que son identité s'affirme dans son ouverture au monde. L'expression de sa voix dans les instances internationales, sa présence et son action à travers la troïka pour les grands dossiers du moment sont le témoignage du message de paix que ses peuples adressent aux autres peuples du monde, et je suis heureux d'avoir pu m'exprimer au nom de l'Europe.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

M. Dumas (France)

Permettez-moi, pour conclure, de dire quelques mots au nom de mon pays.

La soif de paix, l'aspiration au progrès, la défense sacrée du droit représentent pour chacun des hommes et des femmes de notre planète une somme d'espoirs qu'aucune force au monde ne pourra jamais étouffer. C'est le sens des initiatives de la France en 1989 : conférence sur l'interdiction des armes chimiques, action en faveur des droits de l'homme, action en faveur du Liban, conférence sur le Cambodge... C'est aussi pourquoi la France choisit résolument d'oeuvrer dans le concert des nations en faveur des plus démunis et des plus défavorisés.

A l'aube de l'an 2000, de nouveaux combats nous attendent et nous engagent; menons-les sans inutiles tergiversations, et sans futiles interrogations. Les générations qui nous suivent nous jugeront à la manière dont nous aurons répondu aux grands défis d'aujourd'hui : l'environnement menacé, la pauvreté écrasante de millions d'êtres, le viol des droits et des libertés humaines. Le maître-mot en réponse à tout cela est celui-ci : solidarité. La France souhaite ardemment que de ce forum prestigieux s'élèvent les voix qui à l'unisson engageront la communauté internationale à relancer partout le dialogue, le développement et la paix.

La séance est levée à 12 h 40.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library